

Editorial

Statistique sanitaire: quelles perspectives en Suisse?

F. Paccaud

Il existe en Suisse de nombreuses données sanitaires régulièrement relevées par des organismes publics ou privés (1). Cette abondance ne signifie pas, loin s'en faut, qu'il y ait une statistique sanitaire, dans le sens d'un système d'information défini par l'Organisation mondiale de la santé, à savoir: "un mécanisme pour le relevé, le traitement, l'analyse et la transmission de l'information nécessaire à l'organisation et à la gestion des services de santé, ainsi qu'à la recherche et à la formation" (2).

Le retard de la Suisse à cet égard est évident, non seulement par référence à cette définition, mais également par rapport à d'autres pays industrialisés. Il n'est pas sûr cependant que ce retard soit compris comme une préoccupation sérieuse. Ni les suggestions faites par un groupe de travail du Département fédéral de l'Intérieur (3), ni les initiatives isolées prises par certains n'ont réussi à imposer une perspective d'ensemble pour le développement de la statistique sanitaire, ni même à imprimer un mouvement d'intérêt dans les milieux professionnels concernés.

Ce retard et cette apathie persistante sont en partie imputables à la complexité politique, organisationnelle et économique du système de santé suisse. Mais ils témoignent également de la sous-évaluation du rôle de la statistique sanitaire, aussi bien par les administrations sanitaires que par les milieux scientifiques.

Beaucoup d'administrations sanitaires font en effet un usage modéré, pour ne pas dire moins, des données que, souvent, elles-mêmes récoltent. Les statistiques semblent parfois avoir pour destinations principales l'archivage méticuleux, la publication d'un rapport annuel ou l'illustration occasionnelle d'un propos spécifique. En bref, le rôle dévolu aux statistiques sanitaires correspond trop souvent à l'usage que les noctambules éméchés réservent aux réverbères: "more for support than for illumination" (4). Tant que ces statistiques ne seront pas concrètement intégrées à la gestion et la planification, et perçues par conséquent comme un outil précieux, il y a peu d'espoir que les administrations sanitaires apportent l'appui nécessaire à l'implantation d'un système d'information adéquat.

Les milieux scientifiques, quant à eux, ont une attitude encore trop méfiante à l'égard des données de routine disponibles, considérées comme peu fiables et/ou inadéquates pour l'objet de leurs recherches. Ces limites d'utilisations, évidentes, ne devraient

pas empêcher une évaluation soigneuse des possibilités offertes par les relevés existants, surtout si l'unique alternative est la mise sur pied d'un relevé spécifique, toujours coûteux en temps et en argent. Une analyse intensive et imaginative des statistiques existantes ne peut que montrer aux producteurs l'utilité de leur relevé et les encourager à maintenir un niveau de qualité satisfaisant. À terme, une bonne statistique officielle est une condition vitale pour les chercheurs: le haut niveau des recherches épidémiologiques dans les pays anglo-saxons et scandinaves s'explique aussi par la richesse des relevés de routine.

En guise de modeste plaidoyer pour la statistique sanitaire, ce numéro rassemble quelques travaux utilisant ou présentant des données médico-sanitaires récoltées de routine par des organismes publics. La majorité des articles est consacrée à la mortalité, pour illustrer l'actualité persistante d'une des premières statistiques utilisées par l'épidémiologie. Trois contributions présentent des relevés concernant la morbidité.

L'article qui conclut ce numéro traite de la protection des données, sans laquelle toute réflexion sur la statistique sanitaire est désormais incomplète. La clarté de l'exposé fera comprendre les enjeux du débat tels qu'ils sont perçus par les juristes et, au-delà sans doute, par une opinion publique méfiante.

Que tous les auteurs soient ici chaleureusement remerciés. L'édition de ce numéro a été possible grâce à la collaboration d'Antoinette Rochat, Brigitte Bisig (Office fédéral de la statistique) ainsi que de Mireille Christen (Institut universitaire de médecine sociale et préventive, Lausanne).

Références

1. Institut Suisse des Hôpitaux / Institut de médecine sociale et préventive de l'Université de Berne. Répertoire des statistiques sanitaires, Aarau, I.S.H., 1981.
2. World Health Organization. Health Information Systems: Report on a conference, Copenhagen, W.H.O., 1973.
3. Bericht über die Gesundheitsstatistik in der Schweiz, Bern, Eidgenössisches Departement des Innern, 1978.
4. Silvermann W.A. Fetal heart rate monitoring, Lancet, 2: 908, 1979.